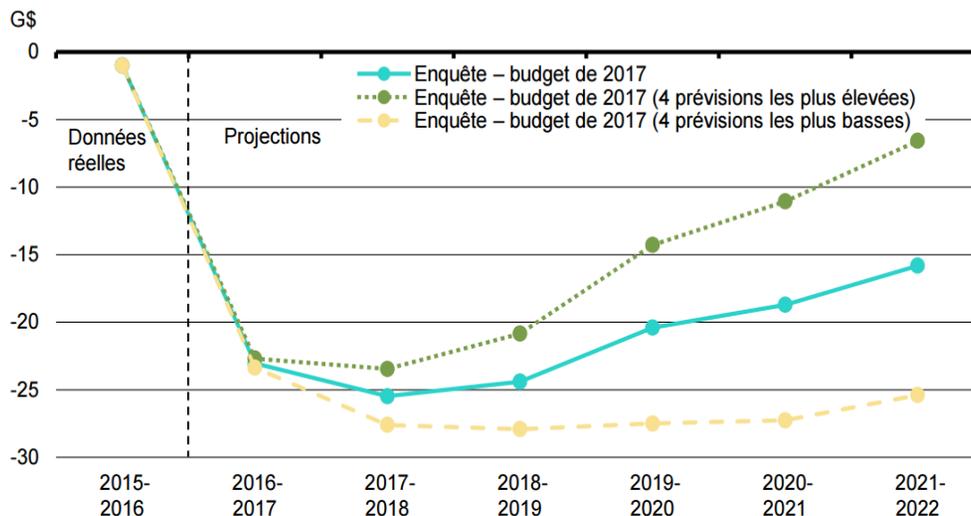


Fiche 5 Au fédéral, les transferts en santé « réanimés » par la croissance

1. Un déficit structurel

La situation économique s'étant améliorée, les perspectives financières ont été revues. Un déficit entre 15,3 et 25,4 milliard \$ est tout de même prévu lors des six prochaines années³. La conjoncture peut amener un gouvernement à faire des déficits ponctuels, mais lorsque ceux-ci deviennent structurels, c'est problématique. Si la santé de l'économie canadienne se dégrade, le solde budgétaire pourrait même se détériorer de 6,2 milliards de \$ par année, en moyenne comme l'illustre le graphique plus bas (écart entre la courbe la plus basse et celle du milieu)³.

Solde budgétaire fédéral selon divers scénarios de croissance économique



Nota – Le scénario de l'enquête du budget de 2017 repose sur la moyenne des projections d'économistes du secteur privé concernant la croissance du PIB nominal, sans ajustement des prévisions. Le scénario des quatre plus élevées (quatre plus basses) repose sur la moyenne des quatre prévisions les plus optimistes (pessimistes) concernant le PIB nominal provenant des économistes ayant participé à l'enquête.

Sources : Enquête du ministère des Finances Canada auprès d'économistes du secteur privé; calculs du ministère des Finances Canada

En bref :

- Les grandes orientations du Budget touchent surtout la formation et l'innovation.
- Les mesures annoncées représentent des investissements globaux de 1,2 milliard \$ pour l'année 2016-2017 et de 1,3 milliard\$ pour 2017-2018³. Mais ce n'est qu'entre 2018-2019 et 2021-2022 que la plus grande partie des sommes sera allouée, limitant la portée des mesures annoncées.
- Il est difficile d'appuyer les investissements du gouvernement fédéral par des orientations concrètes. Peu de détails entourent les 176 millions de \$ en 2017-2018 liés à une révision de la stratégie de lutte contre l'évasion et l'évitement fiscaux³.
- Pour les proches aidantes, le budget offre une révision des crédits d'impôt, de nouvelles prestations d'assurance-emploi (maximum de 15 semaines) et une nouvelle allocation (anciens combattants uniquement). Des mesures bien minces lorsque l'on connaît la réalité des proches aidantes.
- Le crédit d'impôt pour le transport en commun tout comme le programme d'obligations d'épargne du Canada seront éliminés.

2. Une chance que la croissance économique favorise des transferts en santé un peu plus généreux

Le gouvernement fédéral prévoit une hausse du produit intérieur brut (PIB) nominal de 4.1 % en 2017, 4.0 % en 2018 et 3.5 % en 2019³. Ce sont de bonnes nouvelles pour le Transferts canadien en matière de santé (TCS) qui sera globalement plus généreux avec une hausse d'environ 1,1 milliard \$ par rapport au plancher de 3 %³. En 2016-2017, les contributions du gouvernement fédéral au budget de la santé du Québec s'élevaient à 8,46 milliards².

Contributions du gouvernement fédéral au budget 2016-2017 du MSSS = 8,46 milliards	}	70 % Transfert canadien en matière santé
		4 % Transferts affectés au Fonds de financement des établissements SSS
		24 % Transferts en points d'impôt
		2 % Autres contributions

La récente entente bilatérale entre Québec et Ottawa sur les contributions du gouvernement fédéral en santé comporte un versement de 2,5 milliards sur dix ans qui sera considéré dans les Autres contributions et non dans le TCS⁴.

3. Le tout premier énoncé budgétaire relatif aux sexes

Cette initiative permet en théorie d'établir de quelles façons les politiques publiques touchent les femmes et les hommes différemment. En pratique, les mesures budgétaires concrètes découlant directement des résultats de cette analyse comparative entre les sexes sont plutôt timides, mais il s'agit tout de même d'une initiative originale et avec beaucoup de potentiel. Il est à noter que les prochaines éditions devraient inclure d'autres facteurs identitaires qui se recoupent et dont il faut tenir compte dans les politiques publiques (p. ex., l'ethnicité, l'âge, le revenu, l'orientation sexuelle).

Références

¹Bureau du directeur parlementaire du budget, 2012, Renouveau du Transfert canadien en matière de santé

²Gouvernement du Québec, 2017, Comptes de la santé du ministère de la Santé et des Services sociaux 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017

³Ministère des Finances, 2017, Budget 2017 – Bâtir une classe moyenne forte

⁴Ministère des Finances, Le Plan économique du Québec – Mars 2017

En bref :

- Le ministre des Finances a identifié 60 mesures du Budget 2017 considérées comme ayant des répercussions différentielles sur les sexes.
- Le gouvernement fédéral a ciblé trois indicateurs lui permettant de circonscrire les actions à entreprendre :
 - Réduction des écarts salariaux et participation accrue au marché du travail pour divers groupes d'hommes et de femmes
 - Représentation plus élevée des femmes au sein des postes de direction, tant dans le secteur public que le secteur privé
 - Diminution des risques et des cas de violence fondée sur le sexe touchant les femmes et les filles

4. Enjeux pour les professionnelles en soins

Les investissements annoncés par le gouvernement fédéral ont été éclipsés par l'impact important pour les provinces des changements apportés au TCS. La part des paiements en espèces fédéraux dans les dépenses en matière de santé des provinces diminuera de 20,4 % en 2011-2012 à 18,6 % en moyenne sur la période de 2011-2012 à 2035-2036, à 13,8 % pendant les 25 années suivantes¹. Il s'agit d'une preuve tangible du désengagement du fédéral en santé qui fragilise davantage le système public de santé québécois.